

Annonces de parutions

Les articles ou ouvrages énumérés ci-dessous pourront faire l'objet d'une note de lecture dans un prochain numéro.

L'organisation des soins

Gestion et prévention de crise en situation post-catastrophe

Marie-Thérèse Neuilly

Paris : De Boeck ; 2008. 295 p.

La protection sociale

Le compte social du handicap en 2007

Alexandre Bourgeois, Michel Duée

Études et résultats, n° 677 (2008). Ministère de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement, Ministère de la santé et des solidarités, Drees.

L'incapacité

Droit du dommage corporel

Yvonne Lambert-Faivre, Stéphanie Porchy-Simon

Paris : Dalloz, Collection Précis ; 2008. 1056 p.

Les usagers du système de santé

Contexte géographique et état de santé de la population : de l'effet ZUS aux effets de voisinage

Caroline Allonier, Thierry Debrand, Véronique Lucas-Gabrielli, Aurélie Pierre

Question d'économie de la santé, n° 139 (2009). Paris : IRDES ; 2008.

Les professions de santé

La démographie médicale à l'horizon 2030 : de nouvelles projections nationales et régionales

Ketty Attal-Toubert, Mélanie Vanderschelden

Études et résultats, n° 679 (2008). Ministère de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement, Ministère de la santé et des solidarités, Drees.

Le recrutement des infirmières : de la formation aux pratiques d'une profession de santé. Regards croisés et analyses comparées entre pays

Marie-Thérèse Rapiou, Jean Riondet

Paris : L'Harmattan, Logiques sociales ; 2009.

La gestion des connaissances

Biostatistique

Bruno Scherrer

Montréal (Québec) : Gaëtan Morin ; 2008. 816 p.

Didactique, épistémologie et histoire des sciences

Laurence Viennot

Paris : Puf ; 2008. 384 p.

Cancer et environnement

Collectif

Paris : Inserm ; 2008. 889 p.

Le langage social des émotions

Fabrice Fernandez, Samuel Lézé, Hélène Marche

Paris : Économica, Collection Anthropos ; 2008. 425 p.

L'éthique

L'essentiel de la bioéthique et du droit de la biomédecine

Eric Mondielli

Paris : Gualino, Collection les carrés ; 2008. 155 p.

L'ultime liberté

Axel Kahn

Paris : Plon, Collection Tribune ; 2008. 137 p.

Médecine et droits de l'homme textes fondamentaux depuis 1948

Sous la direction de Benjamin Pitcho, Valérie Depadt-Sebag

Paris : Vuibert ; 2008. 555 p.

La qualité des pratiques

Vademecum de soins palliatifs

Étienne Rivier, Jacques Antoine Pfister, Dorette Frueh, Claire-Lise Bovard

Chêne (Suisse) : Médecine & Hygiène ; 2008. 314 p.

VIH et Sida. Prise en charge et suivi du patient

C. Katlama, J Ghosn

Issy-lès-Moulineaux (France) : Masson, Collection abrégés ; 2008. 197 p.

Les thérapeutiques

Les structures pour enfants handicapés en 2006 : un développement croissant des services à domicile. Résultats de l'enquête ES 2006.

Alice Mainguené

Études et résultats, n° 669 (2008). Ministère de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement, Ministère de la santé et des solidarités, Drees.

L'hospitalisation

En 2006, les hôpitaux publics en déficit

Engin Yilmaz

Études et résultats, n° 684 (2008). Ministère de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement, Ministère de la santé et des solidarités, Drees.

L'hospitalisation à domicile, une prise en charge qui s'adresse à tous les patients. Exploitations des données du PMSI HAD 2006

Anissa Afrite, Mylène Chaleix, Laure Com-Ruelle, Hélène Valdelièvre

Question d'économie de la santé, n° 140 (2009). Paris : IRDES ; 2008.

La santé mentale

Addictologie

Michel Lejoyeux

Issy-lès-Moulineaux (France) : Masson, Collection abrégés ; 2008. 324 p.

La santé publique

Traité de prévention

François Bourdillon, ed

Paris : Flammarion, Collection Médecine-Sciences ; 2009.

Le défi des maladies non transmissibles chroniques et la politique publique

Olusoji Adeyi, Owen Smith, Sylvia Robles

Paris : De Boeck, Collection crisis ; 2008.

Haute Autorité de Santé

Recommandations professionnelles

Le dossier médical en santé au travail.

Obésité : prise en charge chirurgicale chez l'adulte.

Critères diagnostiques et bilan initial de la cirrhose non compliquée.

Prescription médicamenteuse par téléphone (ou téléprescription) dans le cadre de la régulation médicale.

Asthme de l'enfant de moins de 36 mois : diagnostic, prise en charge et traitement en dehors des épisodes aigus.

Évaluation

Exposition environnementale à l'amiante : état des données et conduite à tenir.

Le dépistage néonatal systématique de la mucoviscidose en France : état des lieux et perspectives après cinq ans de fonctionnement.

Le recours à l'hôpital en Europe.

Stratégies de dépistage du cancer du col de l'utérus en France en 2009.

Indications et non-indications de la radiographie du thorax.

Évaluation des stimulateurs cardiaques conventionnels, place respective des stimulateurs simple et double chambre.

Évaluation des implants de renfort pour le traitement de l'incontinence urinaire d'effort féminine et du prolapsus des organes pelviens de la femme.

Évaluation de la stimulation phrénique implantée.

Guides pour les affections de longue durée

ALD n° 23 - Troubles dépressifs récurrents ou persistants de l'adulte.

ALD n° 2 - Aplasies médullaires.

La revue Santé publique (www.sfsp.info) Sommaire du numéro 2 de 2009

Éditorial

Faire prendre en compte la promotion de la santé par les Agences régionales de santé

E. Ricard, D. Oberlé

Études

Évaluation de l'implication des médecins généralistes libéraux dans le bon usage des médicaments

B. Ventelou, S. Rolland

Facteurs associés à l'abandon du traitement anti-tuberculeux dans la ville d'Antananarivo, Madagascar

E.-J. Rakotonirina, L. Ravaoarisoa, F. Randriatsarafara, J.-D.-M. Rakotomanga, A. Robert

Estimation des hospitalisations en urgence pour mesurer les effets à court terme de la pollution atmosphérique : qualité des données issues du PMSI

B. Bois de Fer, S. Host, B. Chardon, É. Chatignoux, L. Beaujouan, D. Brun-Ney, I. Grémy

La santé des nouveau-nés au Rwanda. Évolution des facteurs associés aux tendances de la mortalité néonatale

L. Beck

Opinions & débats

La PMI et l'école maternelle : une rencontre... au service de l'enfant ?

M.T. Fritz

Les acteurs économiques ont-ils leur place dans les instances de décision et d'orientation en santé publique ?

T. Borel, P. Lecorps, C. Michaud

Lettre du terrain

Organisation sanitaire lors des opérations de déminage dans le Finistère

P. Saliou

Pratiques

Modalités et enjeux de la communication externe des réseaux de santé : l'expérience d'un réseau d'accès aux soins

I. Plu, M. Gignon, S. Emery, I. Purssell-François, G. Moutel, C. Hervé

L'alliance de la connaissance et de l'intelligence collective au service du développement des communautés et de la santé des populations au Québec

R. Boisvert, C. Milette

Politiques

Handicap social et hôpitaux publics : pour un modèle d'allocation de ressources dans le cadre d'une politique de santé publique

D. Castiel, P.-H. Bréchat, M.-C. Grenouilleau, R. Rymer

Notes de lecture

Les notes de lecture sont rédigées par les rédacteurs et les lecteurs référents.

Le système de santé en France. Diagnostic et propositions

Bruno Fantino, Gérard Ropert

Paris : Dunod ; 2008. 360 p.

Bruno Fantino est médecin, expert en santé publique et économie de la santé, et directeur d'un centre d'exams de santé. Gérard Ropert est directeur de la caisse régionale d'Assurance maladie d'Île-de-France. Dans cet ouvrage, ils nous livrent une description et une analyse du système de santé français, ainsi que des pistes pour sa régulation et son amélioration.

Les principaux éléments propres à éclairer le lecteur sont abordés :

- description du système de santé, perspective d'évolution, et problématique,
- le progrès médical, ses relations avec la gestion et le devenir du système de santé,
- les aspects sociaux et économiques : financement, Assurance maladie, place du médecin,
- problématique de la réforme et des politiques de santé publique.

Cet ouvrage ne se limite pas à décrire le système de santé et à exposer les propositions de réforme des auteurs. Il fournit des éléments de réflexion, des outils pour comprendre et analyser, dans les domaines de l'organisation du système de santé, de sa gestion, de sa régulation, de son financement.

La lecture de cet ouvrage sera utile aux étudiants et professionnels exerçant dans le domaine de la santé publique, qu'ils soient ou non professionnels de santé, aux gestionnaires du système de soins, aux décideurs et aux politiques intervenant dans le domaine de la santé, au sens le plus large du terme.

Outre une table des matières détaillée et un index alphabétique commode, on trouve en fin d'ouvrage une bibliographie complète, un répertoire des sigles, si nombreux dans le domaine de la santé, et plusieurs « compléments » : l'assiette des prélèvements sociaux en France, la Charte d'Ottawa, les 100 objectifs de la loi de santé publique du 9 août 2004.

Francis Chinaud

Droit pharmaceutique

Hervé Dion

Paris : Gualino, Collection Master Pro ; 2008. 277 p.

Le livre d'Hervé Dion présente l'ensemble des règles de droit applicables au secteur pharmaceutique, quelle que soit leur origine : code de déontologie, lois relatives à la protection de la santé publique, au droit commercial, etc. Il passe en revue tous les aspects du droit de l'officine et de l'industrie pharmaceutique, de la pharmacie vétérinaire et de la pharmacie à usage intérieur. Il illustre à propos les règles de droit par des extraits de jugements sur des cas précis. Il présente en outre les missions et le fonctionnement des principales institutions jouant un rôle dans la production des normes ou le contrôle des activités, notamment l'ordre des pharmaciens et l'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé.

Conçu pour des étudiants ou les professionnels en activité, il peut constituer une référence utile pour toute personne s'interrogeant sur les obligations des pharmaciens, les règles d'installation des officines, les conditions d'octroi des autorisations de mise sur le marché, le droit des brevets, et bien d'autres sujets. L'ouvrage est clairement structuré, l'écriture est limpide, non jargonnante malgré la spécificité du sujet.

Valérie Paris

Le contrat d'activité libérale des praticiens hospitaliers

Cyril Clément

Bordeaux (France) : Les Études Hospitalières ; 2008, 64 p.

L'activité libérale au sein d'un établissement public permet à des médecins réputés d'augmenter leurs revenus sans avoir à partir pour exercer dans le privé. Les patients qui en ont les moyens peuvent choisir d'être soignés par le médecin de leur choix dans cet établissement, tout en évitant les listes d'attente. Selon les rapports du Ministère de la santé, quelque 4 300 praticiens hospitaliers (PH) exercent une activité libérale à l'hôpital (rémunération à l'acte), soit 12 % des PH : 60 % en secteur 1 et 40 % en secteur 2 (honoraires libres), soit 1 600 praticiens qui appliquent des dépassements d'honoraires représentant environ 60 millions d'euros. C'est aux aspects juridiques de cette activité libérale en secteur hospitalier qu'est consacré l'ouvrage.

L'activité libérale d'un PH est encadrée par un « contrat », une autorisation délivrée par sa tutelle si l'activité du service public n'y fait pas obstacle, dans la limite de 20 % de son service hebdomadaire. Le contrat doit être approuvé par le directeur de l'Agence régionale de l'hospitalisation (ARH). Il est valable cinq ans et peut être renouvelé jusqu'au départ du PH de son établissement (mutation ou retraite). Dans cette activité libérale, les relations médecin-malade sont régies par le droit privé, alors que c'est le droit public qui s'applique pour le reste de l'activité hospitalière ; par contre, au cours de son activité libérale, le PH n'est pas responsable civilement des défaillances éventuelles des personnels mis à sa disposition par l'hôpital.

Le respect du contrat d'activité libérale est contrôlé par une commission *ad hoc* au sein de l'établissement qui doit établir annuellement un rapport. La commission peut être saisie par l'ARH, la Caisse primaire d'assurance maladie (CPAM), le conseil d'administration ou la direction de l'établissement. Deux sanctions peuvent être prononcées après avis de cette commission par le directeur de l'ARH : suspension ou retrait de l'autorisation d'exercer en libéral. Le PH peut se pourvoir auprès du Ministre qui consulte une commission nationale de l'exercice libéral, laquelle joue ainsi un rôle de chambre d'appel. Il faut noter que les CPAM n'ont aucun pouvoir réglementaire pour contrôler le respect par le PH de son obligation de service ; tout au plus peuvent-elles demander le remboursement d'honoraires qui auraient été perçus par un PH hors des limites de son contrat.

L'hôpital met à la disposition du PH pour son activité libérale ses installations et son personnel ; en contrepartie, le PH verse à l'hôpital une « redevance », sur les honoraires qu'il perçoit pour ses actes. Le PH doit établir mensuellement un état récapitulatif de ses actes, et la CPAM communique à l'établissement un état semestriel des actes (volume, recettes) accomplis dans ce cadre libéral. L'assiette de la redevance varie selon les établissements, créant une incertitude juridique selon l'auteur. Sans doute cette incertitude est-elle à l'origine d'une grève administrative de chirurgiens de l'AP-HP de Paris lorsqu'un décret a prétendu, en mai 2008, calculer cette redevance non pas sur le tarif de remboursement de la Sécurité sociale, mais sur les honoraires effectivement perçus.

Au total, il s'agit d'une monographie, mince en volume mais riche en faits réglementaires et judiciaires utile à ceux qui s'intéressent à l'activité hospitalière publique.

Fatéma Colonna

L'essentiel de la bioéthique et du droit de la biomédecine

Eric Mondielli

Paris : Gualino, Collection Le carrés ; 2008. 155 p.

Après avoir défini les notions de bioéthique et biomédecine, cet opuscule décrit les grands principes qui sont à l'origine du droit afférent à ces disciplines : respect du corps humain, non-patrimonialité et gratuité, anonymat, intégrité de l'espèce humaine. Puis, il présente toutes les règles de droit applicables en France, selon une approche thématique : recours aux tests génétiques, procréation assistée, diagnostic prénatal, clonage humain, maternité de substitution, essais cliniques, don d'organes, euthanasie et brevetabilité des inventions biotechnologiques.

Si toute la seconde partie (principes et droit français) est très claire et didactique, on peut regretter que l'auteur ait choisi d'exposer en préalable les sources internationales, européennes, puis françaises de la bioéthique et du droit de la biomédecine. Si cet exposé a sans aucun doute son utilité pour les étudiants et les spécialistes, elle est en revanche assez fastidieuse pour le profane. D'autant plus fastidieuse qu'elle fait appel à des principes fondamentaux et des notions de droit qui ne sont expliquées que plus tard.

Malgré cet inconvénient, le livre a le mérite incontestable de rassembler tout ce qu'il faut savoir de manière claire et concise sur ces questions importantes.

Valérie Paris

Traité de prévention

François Bourdillon, ed

Paris : Flammarion, Médecine-Sciences ; 2009.

Ces dernières années, la prévention a été fortement marquée, en France, par la mise en avant de la sécurité sanitaire et le principe de précaution. Elle dispose à présent de son institut (l'Institut national de prévention et d'éducation pour la santé). Elle a élargi son champ d'action dans les cabinets médicaux avec notamment l'éducation thérapeutique.

Cet ouvrage collectif couvre, de manière très exhaustive, tout le champ de la prévention. C'est l'ouvrage de référence qui manquait dans ce domaine de la santé publique.

Ces 400 pages ne se lisent pas comme un roman. Il s'agit plutôt d'une mémoire collective à consulter pour faire le point sur l'un des sujets traités : les fondements et méthodes de la prévention, sa mise en œuvre dans les politiques de santé, les moyens de lutter contre les risques liés à l'environnement, la prévention et le dépistage des maladies infectieuses, le dépistage de diverses pathologies, les populations cibles privilégiées, les acteurs de la prévention et ses enjeux.

Cette mémoire collective a été écrite par des personnalités très engagées dans la santé publique, principalement en France. Il est particulièrement destiné aux professionnels qui agissent en prévention.

Georges Borgès Da Silva